

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

JEUDI
12
FÉVRIER
1976

N° 109

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

DJIBOUTI « RETRAIT DES TROUPES FRANÇAISES »

Malgré l'interdiction, des dizaines de milliers de manifestants dans les rues de Djibouti.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes tenaient la rue à Djibouti hier après-midi. « Nous empêcherons la manifestation par tous les moyens » avait affirmé le ministre des colonies, Stirn. Des milliers de soldats et de gendarmes avaient été envoyés d'urgence. Et finalement, la manifestation a dû être tolérée, les gigantesques forces de répression n'ont pas pu empêcher les habitants de Djibouti de descendre dans la rue.

C'est un recul imposé par la détermination des masses dans les quartiers populaires de Djibouti, que ni le quadrillage, ni les ratissages systématiques, ni les expulsions massives, n'ont pu briser.

Mais la présence de la légion à cheval sur le parcours de la manifestation, le maintien du barrage de barbelés électrifiés autour de Djibouti, sont autant de signes que le gouvernement français n'est pas prêt à accepter l'indépendance réelle du peuple de Djibouti, qu'il veut à tout prix maintenir ses troupes dans cette position stratégique, qui surveille le canal de Suez.

Pourtant, il a été contraint de tolérer la manifestation d'hier : il a renoncé à soutenir jusqu'au bout Ali Aref, le



président de l'assemblée territoriale, parce qu'il a dû reconnaître comme le disait Messmer il y a quelques jours que M. Aref n'est pas reconnu par toute la population comme le chef de gouvernement qui convient pour aller à l'indépendance.

Visiblement le colonialisme français est en train de faire l'expérience que le fantôme qu'il voulait laisser sur place n'est même pas capable de juguler l'aspiration profonde à l'indépendance totale qui anime la population de Djibouti. Aref disait trop crûment les choses, ne vient-il pas de déclarer : « Nous ne

pourrons pas être libéré du colonialisme parce que nous n'avons jamais connu le colonialisme ».

Le gouvernement français va-t-il tenter de chercher dans la LPAI une relève à Aref ? Gouled, le président de cette organisation nous déclarait hier « La déclaration de Messmer est satisfaisante ». Mais le gouvernement français pourra-t-il trouver un compromis avec une organisation qui s'est prononcée pour l'indépendance avant que les gouvernements français ne la reconnaissent en parole, une organisation qui exige du moins dans ses déclara-

tions - le retrait des troupes françaises ?

Au cours des dix dernières années, la population de Djibouti s'est soulevée à de nombreuses reprises contre le colonialisme français. A l'heure de l'indépendance, des dizaines de milliers de personnes bravent la police et la légion pour exiger le retrait des troupes françaises. Avec le peuple de Djibouti, Giscard ne trouvera pas de compromis.

INDEPENDANCE TOTALE POUR DJIBOUTI !

Grégoire CARRAT

TORNADE MONETAIRE

Spéculation, sujet tabou ! Officiellement, Giscard-Chirac et Schmidt-Genseher, lors de leur rencontre aujourd'hui à Nice, ne doivent pas aborder ce sujet. Il y a de fortes chances pour qu'ils le fassent, en fait. Car, depuis la dévaluation de la monnaie espagnole de 11%, depuis la forte dépréciation de la lire italienne, que son gouvernement refuse de soutenir, une forte spéculation sur les monnaies européennes oblige les banques centrales à intervenir, pour maintenir leurs cours. Dans la seule journée de mardi, la Banque de France a dû intervenir pour une valeur de 200 millions de dollars... Hier, l'intervention simultanée de la banque française et de la banque allemande a permis une relative stabilisation de la situation.

voir page 5

BRUNO GRACIÉ

On apprenait hier en début de soirée que Giscard venait de gracier Bruno, condamné à mort par les Assises de la Somme, pour le meurtre horrible d'une vieille femme. Le pourvoi en cassation avait été rejeté, et le seul recours pour Bruno, c'était donc la grâce présidentielle.

Mais ce geste ne trompe personne, tout le monde s'y attendait ! Giscard le « libéral », sauvant de la mort un jeune de 18 ans ! Alors

que depuis des mois, des gens de la majorité, des hommes politiques qui le soutiennent, impulsent sous tous les prétextes une campagne anti-jeunes hystérique. Giscard se permet ce geste pour préserver son masque.

Mais combien de jeunes restent en prison, pendant des mois, pour un vol de mobylette ou autre broutille ? Et cet aspect-là de la justice bourgeoise, Giscard ne risque pas d'en parler !

SOMMAIRE

- Congrès de l'union nationale des HLM : 10 600 HLM de moins en 76 - p. 3
- Strasbourg : Jacques Borel occupé - p. 4
- Bordeaux : le patron de la Simflex contre les postés - p. 4
- PS et P«C»F s'affrontent au congrès de la FEN - p. 5
- 5 otages du pouvoir voir p. 5 la conférence de presse du comité de soutien aux emprisonnés
- Mama Roma - p. 7
- Feuilleton - p. 7
- Lockheed : pots de vin astronomiques - p. 8

ENQUETE

TEXTILE : LES RESTRUCTURATIONS CONTINUENT

correspondant Saint Sorlin

La bourgeoisie a condamné une partie de ses entreprises de textile, surtout au niveau du moulinage-texturation. En effet, nous avons appris: «La nomination par la DATAR d'un délégué à la conversion du moulinage et de la texturation», ce qui veut dire pour nos deux départements Drôme-Ardèche du chômage, car le textile est une des principales activités (surtout dans l'Ardèche).

La «restructuration» dans le secteur moulinage-texturation a commencé en 1969. De cette date à 1974, 150 entreprises de petite taille ont licencié leur personnel et fermé. Actuellement, il reste 250 usines environ. En général ces entreprises se consacrent uniquement au secteur moulinage-texturation, à part 3 sociétés dépendant de trusts: CHAVANOZ (Rhône Poulenc Textile), Tissages Soieries Réunis récemment parties en grève à Grand Croix (Loire), PROUVOST-

MASUREL (surtout présent dans le nord).

Si dans la texturation les entreprises sont de taille importante, dans le moulinage l'activité reste diffusée dans de petites entreprises.

Actuellement donc, la restructuration consiste à «liquider les petites entreprises pour arriver à un nombre restreint d'entreprises et se partager le marché en France», de l'avis même du patron de ROCHEGUDE à Romans.

UN TABLEAU RÉVÉLATEUR

Un nombre important de ces entreprises travaillent à façon (1) ce qui les rend encore plus dépendantes. Les 2/3 des entreprises actuelles «devraient» disparaître sous peu, surtout en moulinage où elles sont nombreuses. Sur les 250 entreprises actuelles, ils prévoient d'en conserver 70 à 80, à preuve ce schéma d'une revue patronale qui prévoit aussi une «poursuite de la croissance de la productivité» (les travailleurs savent ce que cela veut dire):

(1) TRAVAIL À FAÇON: Le façonnier transforme un fil qui ne lui appartient pas contrairement au Transformateur-Marchand qui achète le fil puis le transforme (Moulinage-Texturation) et le vend aux tisseurs.)

Nombre d'entreprises	Caractéristiques des entreprises	Emplois restants
de 5 à 10	Associés aux producteurs de fil comme les façonniers ou T.M., en moulinage comme en texturation (y compris les deux entreprises quasi intégrées)	4 500
de 4 à 6	Entreprises moyennes indépendantes surtout en moulinage, sur des créneaux particuliers: petits TM ou façonniers spécialisés.	800
une soixantaine	Petites entreprises à dominante façonniers surtout en moulinage.	1 500
de 70 à 80		6 500 à 7 000

T.M.: Transformateurs-Marchands

Comparé au nombre actuel de travailleurs dans le Moulinage-Texturation, ils prévoient donc froidement 40 à 50 % de licenciements dans le secteur!

Le MOULINAGE, né du travail de la soie au XVIème siècle, consiste à «Faire subir à un fil de torsion qui en accroît la résistance et en modifie l'aspect». A cela s'ajoutent d'autres procédés d'assemblage: crêpe (plusieurs fils), fantaisie, etc... La technique et le matériel du moulinage ont peu évolué.

La TEXTURATION date de 1950. Elle consiste à «donner au fil une élasticité et un gonflant par torsion, chauffage puis détorsion du fil». Cette nouvelle technique, au départ prise en main par les mouliniers offre des possibilités de forte rentabilité. Cela intéressa bien sûr les producteurs de fils (des trusts en général) qui ont investi dans la transformation de ce fil. Contrairement au moulinage, les machines de texturation sont sans cesse améliorées techniquement ce qui permet une plus grande productivité. (ce qui veut dire pour tous les travailleurs un plus grand rendement). Dans la texturation, on impose les 3 x 8 aux travailleurs afin d'amortir très rapidement les machines pour les changer contre de plus modernes, avant même qu'elles ne soient usées.

Les producteurs de fils (groupes importants de l'industrie chimique) essayent de transformer eux-mêmes leur production de fil en s'accaparant des usines de moulinage ou texturation, ce qui veut dire du chômage, car avant toute chose, ils «rentabilisent» leur nouvelle acquisition.

La région Drôme-Ardèche est concernée, car elle rassemble les 2/3 du secteur Moulinage-Texturation de France et cela sur une population équivalente au 1/3 de la ville de Lyon. 10 % des emplois dans l'Ardèche dépendent directement du Moulinage-Texturation. Voici l'évolution de l'emploi sur 5 mois en 1975, en Drôme-Ardèche (Moulinage-Texturation):

	31.12.1974	15.05.1975
Ardèche	3 800 à 4 000	environ 3 500
Drôme	1 700 à 1 800	environ 1 640

ARDECHE

Actuellement dans l'Ardèche 2500 emplois sur 3500 sont menacés. Dans la vallée de l'Évyrieux, toutes les entreprises font parler d'elles: 400 emplois menacés. Il s'agit surtout de petites entreprises.

Dans la région de Privas, 800 travailleurs sur 1 000 sont menacés.

Dans la région d'Aubenas, 900 des 1 700 travailleurs sont également menacés.

A Ardoix, à côté d'Annonay, les Tissages et Soieries Réunis qui emploient 200 personnes font aussi «courir des bruits».

DRÔME

Les entreprises sont en général plus grandes, mais les problèmes y sont les mêmes. Elles sont situées surtout dans la vallée du Rhône.

Dans 4 régions, il est question de licenciements:

Dans la vallée de la Drôme et l'intérieur.

A Livron (chez BEVALI, à Crest (chez REV, plusieurs usines, chez BRUN-PONSI, etc...

... dans la région de Valence (chez BOURGEAS etc...)

à Montélimar (Chavanoz) En tout 700 emplois sont menacés.

Chez ROCHEGUDE à Romans (3ème entreprise de texturation en France) les 300 travailleurs sont au chômage partiel depuis un an. Par contre, la productivité a augmenté de 5 %. L'horaire hebdomadaire est passé à 32 h. «Au bout de 10 ans, on est marqué à vie dans ce travail» c'est vrai. Malheureusement chez le patron Rochequide la baisse d'horaire entraîne une baisse importante du salaire déjà petit.

Ce chômage n'empêche pas les travailleurs de lutter puisqu'ils se battent notamment pour que l'équipe de samedi après-midi soit payée avec majoration de 75 %!

Comme on peut le constater, les travailleurs n'ont aucun «intérêt» au progrès technique et au contraire, ils sont victimes de ce progrès au service des capitalistes, s'ils ne se battent pas...

Mais il ne s'agit pas seulement de restructuration technique. En effet de nombreux patrons (RPT, par exemple) investissent et font produire dans des pays où les travailleurs s'exploitent plus

facilement qu'en France (Thaïlande, Corée du sud...). Ce qui est vrai pour le Moulinage-Texturation, l'est aussi pour tous les secteurs du textile (tissages, etc...). Le cas de Dreyfus va dans ce sens. Ce monsieur s'est aperçu qu'il valait mieux pour lui de fermer son usine de Barbières et se consacrer uniquement au négoce en achetant à l'étranger au lieu de faire produire dans son usine. Conséquence: 150 licenciements. Mais encore une fois, l'occupation de l'usine par les travailleurs qui donc depuis bientôt un an trouble ses plans!

PENDANT CE TEMPS LE PCF SE LAMENTE ...

Evidemment le PCF connaît cette situation. Que fait-il, sinon se lamenter quotidiennement sur les journaux, annonçant les cataclysmes à venir? La tâche des révolutionnaires est autre: organiser les travailleurs de la région tant qu'il est encore temps! Afin que dès l'annonce des licenciements une sorte de comité départemental de lutte contre le chômage (comprenant des travailleurs du textile et autre) intervienne pour démontrer que seule la voie de la lutte fera reculer ces exploiters. Il faut créer un rapport de force tel que le licenciement ne soit plus chose facile pour un patron. Cela est possible dans la région!



Rhône Poulenc Textile Après Valence, LYON DANS LA LUTTE

A l'usine Belle Étoile de Saint-Fons (Rhône-Poulenc Textile), les ateliers de conditionnement, réception, expédition et «PM 8» (polymérisation nylon), récemment passés de 40 H à 36 H, se sont mis, lundi, en grève de 24 H reconductibles. Dans la journée, la direction cède et la plupart des ateliers reviennent à 40 H. Mais le patron, essayant de jouer la division, maintient le PM 8 à 38 H! Mardi, les autres ateliers, pourtant revenus à 40 H, débrayent à nouveau pour 24 H en solidarité. Pourquoi ces réductions d'horaire alors que la production est très forte en ce moment? Un délégué CGT nous déclare: «Tu as entendu les déclarations de Gillet (le patron) (500 emplois supprimés à Belle étoile d'ici 1980)? Ils essaient de nous montrer qu'on est trop nombreux, qu'on doit faire la même production avec moins d'ouvriers!» Si on ajoute à cela que les ouvriers de Rhodia n'ont eu que 6 % d'augmentation en 75 et 2 % généreusement accordés au 1^{er} janvier de cette année, on comprend que la volonté de lutte soit importante!

Pourtant les dirigeants CGT n'ont pas pour autant l'intention de développer la lutte, ils n'ont pas distribué un seul tract dans les autres ateliers: «On a appris qu'il y avait une grève au PM par des bruits de couloir, je crois que c'est sur le chômage et puis on les a vu par la fenêtre

quand ils allaient en délégué dans les bureaux», disaient hier des ouvriers du «4-8 Tergal». Certains n'étaient même pas au courant... Si la direction a cédé si vite à la réception et aux expéditions, n'est-ce pas parce

qu'elle craint une grève prolongée dans un secteur qui asphyxierait l'usine, voire d'autres unités du groupe et autour de laquelle le mouvement pourrait s'étendre?

Correspondant Lyon

COMMENT «ÉVITER LES LICENCIEMENTS» SELON M. GILLET

Le PDG du trust Rhône-Poulenc, Gillet, vient de faire dire par son directeur de Valence que «pour éviter des licenciements du fait de la situation conjoncturelle de l'entreprise, le personnel féminin dont le conjoint travaille sera ramené à un horaire hebdomadaire de 20 H». Ce qui, du reste, confirme les indications de 1974: l'«évolution des techniques dans le secteur des synthétiques» devrait conduire à ce que «le personnel féminin soit amené à baisser dans les 5 ans et même à disparaître». L'année de la femme, c'est terminée pour R.P.T.

A Valence, à Péage-de-Roussillon, les travailleuses ont réagi déjà à cette provocation: débrayages, délégations à la direction se succèdent...

«GILLET, FAIS VOIR CE QUE TU CACHES DANS TES POCHE!»

Au dernier Comité d'Établissement où avait été annoncé le chômage partiel, les délégués syndicaux avaient demandé «où était passé l'argent versé par le gouvernement à la Société pour servir à investir, pour l'embauche et l'augmentation des salaires»? Faisant l'innocent, le président du CE devait répondre, au nom de la direction, «je ne suis pas au courant de cet argent versé par le gouvernement». Pour suggérer ensuite que «peut-être après tout, cet argent a-t-il servi à empêcher les licenciements»?

C'est sûr, il n'y a qu'à demander aux 1 100 travailleurs qui ont quitté Rhône-Poulenc Textile depuis un an, ou encore aux 95 licenciés prévus dans l'immédiat à Rhodia!

Enfin, dans la poche de qui a bien pu aboutir l'augmentation continue des profits (avoués) impossibles de R.P.T. (qui ont crû de 140 % en 2 ans)? Voilà qui intéresserait les ouvriers de la Rhodia de Lyon qui ont perdu un minimum de 3 000 F en 75 avec le chômage partiel et le blocage des salaires!

LOGEMENT

LA CRISE DU LOGEMENT SOCIAL

L'Hôtel Sheraton, l'un des plus luxueux de Paris, sert de cadre au congrès de l'Union Nationale des HLM. Les délégués y seront à l'aise, loin des rumeurs des HLM pour réfléchir à l'avenir de cette institution. Un hôtel de luxe, existe-t-il un endroit plus propice pour étudier les problèmes des logements sociaux. Entre deux banquets ces messieurs discuteront des plans gouvernementaux en matière de logement tels qu'ils apparaissent dans les rapports Barre et Nora, qui laissent prévoir une refonte complète du système d'aide au logement et en particulier des HLM.

UNE «MISE EN TUTELLE» GÉNÉRALISÉE

Pour l'essentiel, l'assemblée générale de l'union nationale HLM portera sur le rapport Barre qui propose une réforme du financement du logement.

Le rapport Barre constate ce que nous subissons quotidiennement : les logements HLM sont inconfortables, exigus, bruyants, les cités populaires sont isolées, souvent hideuses et les loyers sont de plus en plus chers. Le gouvernement feint soudain de découvrir ce scandale qu'il ne pouvait pourtant ignorer. Mais ce qui l'inquiète ce n'est pas tant nos mauvaises conditions de logement qui ne l'ont jamais ému, que les difficultés croissantes des organismes HLM, leur inadaptation et la montée des luttes contre les hausses de loyers, contre les saisies en augmentation brutale depuis plusieurs mois.

OUVRIR LE LOGEMENT SOCIAL AU PRIVÉ

Actuellement, l'aide au logement est distribuée sous forme d'aide à la construction et d'allocation de logement.

L'aide à la construction ou «aide à la pierre», ce sont les diverses subventions, déductions fiscales, primes dont bénéficient à la fois les organismes d'HLM et les organismes privés construisant des logements dits sociaux et les particuliers désireux d'acquérir ou de se faire construire un logement.

Le rapport Barre propose de simplifier ce système. Le financement se ferait toujours pour l'essentiel par l'intermédiaire de la Caisse des Dépôts et Consignations qui collecte les fonds des Caisses d'Épargne. En bénéficiaient non seulement les organismes HLM, mais également les sociétés privées construisant selon les normes

«sociales». Les HLM seraient mis en concurrence avec le secteur privé, et il n'y aurait plus différentes catégories de logements sociaux, avec des prix plafonds échelonnés.

La plus grosse partie de l'aide serait attribuée sous forme d'allocation de logement à la fois pour les locataires et pour ceux qui accèdent à la propriété, l'aide à la «pierre» serait supprimée.

Ces mesures visent d'une part à mettre les organismes d'HLM en concurrence avec les promoteurs privés qui

auront plus facilement accès à la construction de logements sociaux, ce qui tombe bien pour eux dans une période où la construction de logements de standing et de bureaux est en crise. Mais vont-elles améliorer les conditions de logement ?

LE «CHEQUE LOGEMENT»

Aucune proposition concrète n'est faite en ce qui concerne une amélioration de la construction. Par contre, pour ce qui est des loyers, il est prévu qu'ils augmentent y compris ceux du parc HLM existant, cette augmentation étant compensée par une augmentation de l'allocation logement. Mais ce que laisse entrevoir le rapport Barre qui se plaint de ce que l'allocation logement «n'est pas ressentie par le ménage comme une déduction de son loyer... mais plutôt comme un supplément de revenu», c'est un paiement par chèque qui ne pourrait toucher le

locataire et qu'il devrait remettre directement au propriétaire. C'est, en quelque sorte, une mise en tutelle généralisée. Devant la multiplication du nombre des saisies, voilà ce que le gouvernement prépare pour récupérer le montant des loyers, et pour s'opposer aux grèves de loyers.

La réforme du logement comporte encore bien d'autres aspects sur lesquels nous serons amenés à revenir : «réhabilitation du logement ancien» entre autres. Mais tous vont dans le même sens, ouvrir le secteur logement «social» plus largement au privé, rafistoler le parc existant, adapter le système du logement social à la situation actuelle d'appauvrissement de la classe ouvrière, et contrer la révolte des travailleurs contre leurs conditions de logement.

Serge LIVET



10 600 HLM DE MOINS EN 1976 ...

Galley déclarait, il y a quelques mois devant l'Assemblée Nationale : «l'Etat maintient son aide au logement... les enveloppes budgétaires permettront de réaliser 410 000 logements». Si les crédits budgétaires sont en augmentation de 16%, cette rallonge ne fait que correspondre tout juste aux hausses du coût de la construction. Mais surtout, ce qui apparaît dans le budget 1976, c'est le choix du gouvernement d'accroître son aide privilégiée au secteur des

logements de catégorie supérieure.

En effet, la baisse des HLM location est compensée par une augmentation des Immeubles à Loyers Modérés (ILM catégorie supérieure aux HLM), des logements en accession à la propriété HLM et de ceux bénéficiant des prêts spéciaux. Les logements de qualité supérieure en accession à la propriété (prêts immédiats complémentaires, épargne-logement) chers, donc intéressant la clientèle des cadres et de la moyenne bourgeoisie, augmentent également (+ 5000).

Ce dernier secteur arrive aujourd'hui à bénéficier de près de la moitié des fonds d'aide «sociale» au logement.

LE LOGEMENT SOCIAL EST-IL ENCORE SOCIAL ?

Si la part des HLM diminue dans l'ensemble de l'aide sociale du gouvernement, le nombre des familles ouvrières en état de pouvoir payer un loyer HLM, lui aussi diminue, aggravant d'autant le décalage entre les besoins des masses populaires et les offres du marché. Près de 50% des demandeurs dans la seule région parisienne ont des ressources inférieures au plafond PLR-PSR (programme social de relogement - programme à loyer réduit) représentant le logement le plus accessible dans la «catégorie HLM». Et ce nombre n'a fait qu'augmenter par l'écart grandissant entre les loyers et les revenus des ménages ouvriers.

	Loyers HLM	Revenus ouvriers (2enfants)	Revenus ouvriers (5enfants)
1960	100	100	100
1965	129	141	140
1968	198	172,8	171
1972	268,8	237	235,9

Patron, mais... au chômage

La presse à petites annonces publiait hier une offre d'emploi bizarre : directeur général chez Lip. Et pourtant, C. Neuschwander, l'actuel directeur général n'a pas été officiellement démis. Les patrons Riboud et Gillet, présentés comme «progressistes», avaient cru trouver en Neuschwander l'homme miracle, le patron de gauche parfait, et voilà qu'ils cherchent un remplaçant avant même de le licencier. Celui qui se présentait comme patron «de gauche» va donc se retrouver au chômage, à moins bien sûr, qu'il n'aille «sauver» une autre entreprise.

Ca n'est pas ce qui manque. Mais, il faudra qu'il trouve des ouvriers qui croient qu'on peut faire l'union avec un patron qui se dit de gauche. Et, c'est plutôt rare.

En bref

Démenti sur le fusil MAS 5,56

Durafour, ministre du travail, assurait mardi que le ministre de la défense avait donné son accord officiel pour l'achat du fusil MAS 5,56 pour équiper les armées françaises. Rappelons que plusieurs fusils étrangers étaient également sur les rangs. Mais il semble que le ministre du travail s'est trop avancé en annonçant une décision officielle. Aucune décision n'a en effet été prise, vient d'annoncer le ministère de la défense.

Rapport sur l'absentéisme

Le ministère du travail vient de faire effectuer une enquête sur l'absentéisme, dont les résultats ont été connus hier soir. Les enquêteurs ont établi une «carte de France de l'absentéisme». Au Nord et à l'Est d'une ligne Basse Normandie - Rhône Alpes, se trouve le pourcentage le plus élevé : 8 % dans le Nord - Pas de Calais, contre moins de 3 % dans la région de Bordeaux.

Mais ce rapport explique : «Non, tous les travailleurs absents ne sont pas des tire-au-flanc ! Il est normal que les ouvriers soient plus souvent malades, fatigués, ou en accident du travail que les employés ! Il est aussi normal que là où les patrons connaissent bien leurs ouvriers, dans les petites boîtes, ils soient moins souvent absents ! La conclusion coule de source : il est donc normal que là où il y a beaucoup d'ouvriers, dans de grandes usines, l'absentéisme soit plus élevé, c'est à dire dans le Nord et l'Est...»

Normal... Pour le ministère, la santé des travailleurs, ce sont des enquêtes, des statistiques, mais cela n'a rien de bien grave.

Les maladies c'est bon pour Mérieux

Le journal «Les Echos» publiait hier le bilan 75 de l'Institut Mérieux, connu pour se livrer au trafic commercial de sang et de dérivés sanguins. Ses affaires se portent bien : son bénéfice a progressé de 25 %. Et on apprend que son chiffre d'affaires a progressé de 28 % en 75 après avoir progressé de 32 % en 74. «Les exportations écrit «Les Echos» ont fait un bond en avant de 180 millions de francs ; essentiellement en raison de l'opération anti-méningite au Brésil». Pour Mérieux qui fabrique les vaccins, les épidémies c'est une véritable aubaine !

SPORTS

Slalom spécial femmes : encore Mittermeier

Le tracé du slalom spécial femmes était l'œuvre de l'entraîneur français... Mais cela n'a pas suffi à faire monter les Françaises sur le podium, même si la troisième place de Debernard lors de la première manche pouvait le laisser espérer. Le tracé, très technique, avec ses changements de rythme, et la dureté de la neige, a fait gagner les meilleures, principalement Rosi Mittermeier, l'Allemande déjà vainqueur de la descente. Une victoire difficilement imaginable dans ce qui est devenu le ski hommes, où l'exploit d'un Killy à Grenoble devient très improbable.

Une victoire qui prouve aussi qu'une skieuse de plus de vingt ans est tout à fait capable de progresser, contrairement à ce que veulent faire croire certains entraîneurs...

Restent comme épreuves de ski alpin, le spécial hommes et le géant femmes (en une seule manche). Comme cette dernière épreuve est la seule où il reste un espoir de bonne place pour une Française, on commence déjà à beaucoup parler de bouleversement dans l'entraînement de l'équipe de France : embauche d'Annie Famose et de l'entraîneur italien pour la remonter un peu... Ca, ce sont les dessous du ski de haute compétition, ils ne sont pas très beaux à voir et nous aurons l'occasion d'en reparler.

- Résultats :
1. Rosi Mittermeier (D)
 2. Giordani (I)
 3. Wenzel (Lichtenchtein)
 4. Debernard (France)

LUTTES OUVRIÈRES

Grenoble : papeterie Lancey en grève

Les 1 000 ouvriers sont en grève illimitée depuis le 28 janvier. Partie d'un atelier (contre l'aggravation des conditions de travail), la grève s'est étendue rapidement à l'ensemble de la boîte, sur trois revendications principales : «Amélioration des conditions de travail, augmentation des salaires, passage à 36 heures compensées pour les 450 ouvriers qui sont en 3x8».

La quasi-totalité des ouvriers sont grévistes, ils sont présents en permanence, et font la grève sur le tas. La lutte est menée démocratiquement par la CGT, il y a une AG tous les matins, qui reconduit la grève de 24H en 24H.

Vendredi dernier, une manifestation a regroupé 3 000 ouvriers venus des boîtes de toute la vallée du Grésivaudan ! Aujourd'hui, les contacts sont pris avec les autres boîtes de la branche du papier-carton, d'autres actions seront envisagées...

Corr. Grenoble

CEPEM

10^e grève en 4 mois à Orléans

Hier ce sont les travailleurs de la CEPEM qui, en assemblée générale, ont voté la grève avec comme revendications : augmentation uniforme de 150 F, suppression des contrats à durée limitée, embauche définitive de ceux qui sont sous contrat, 13^e mois.

La CEPEM (appareils ménagers du trust CGE) est un peu «l'usine phare» d'Orléans. C'est la plus nombreuse, 2 000 personnes au total (dont plus d'un millier d'OS), avec un directeur de «choc». Depuis début janvier, les débrayages se multipliaient, particulièrement sur les chaînes de montage (GAC).

Unimel (Besançon)

Après le licenciement d'un ouvrier de l'équipe du soir à la veille des congés de Noël, le patron récidive : un licenciement dans les bureaux et une travailleuse de la chaîne «Seigle» est mise à pied deux jours.

Contre cette répression, qui est la réponse de la direction aux luttes qui se sont menées (refus de remplir les cartons de rendement), les travailleuses de la chaîne ont refusé de prendre le travail sans leur camarade (alors que cette répression est tolérée par certains dirigeants syndicaux).

Miserey à Vercel (Doubs), le patron licencie toute la section CFDT

La lutte a commencé le 16 décembre quand le patron a voulu licencier le délégué syndical que venait de nommer la CFDT. Le patron a tout essayé (pressions sur les ouvrières, lock-out, manif organisée par le maire, présence continuelle des gendarmes, labyrinthe juridique, chantage à la fermeture...) Mercredi dernier, 13 ouvriers débrayèrent, le patron répond de nouveau par le lock-out. Il y a aujourd'hui dix licenciements nouveaux (tous militants CFDT).

Bordeaux

LA SIMFLEX CONTRE LES "POSTÉS"

Quinze ouvriers de l'usine Simflex (La Brède 33 fabrication de semelles de chaussures) viennent d'être mis à pied trois jours pour «absences répétées». C'est un nouveau pas du patron dans sa politique de licenciement et de répression contre les travailleurs. La cause de ces absences est claire : le travail posté en 3x8 ! Les ouvriers mis à pied subissent une exploitation éhontée, d'une part par un travail extrêmement fatiguant, dangereux (qui nécessite une attention soutenue tout au long du boulot pour ne pas se faire mutiler), d'autre part par l'or-

ganisation même du travail en 3x8.

Les 3x8, c'est travailler une semaine le matin, la semaine suivante la nuit, puis l'après-midi. Ceci entraîne une perturbation totale de la vie physique et psychologique. On ne dort jamais à la même heure, on ne mange jamais à la même heure, on ne voit plus les copains, on ne peut plus aller aux réunions, ni même s'occuper de sa famille. Tout ce système est fait pour entraîner un abrutissement des ouvriers, les empêcher de réagir à l'exploitation féroce qui ronge leur chair, qui détruit toute leur vie. On comprend facilement alors que certains tra-

vailleurs réagissent en manquant leur boulot et c'est le patron qui en est responsable : le patron, celui qui dort en rêvant à de plus gros profits encore quand les ouvriers d'équipe du matin attendent leur bus dans le froid ou sous la pluie, à 4 H du matin ! Le patron, c'est celui qui est assis devant des mets copieux quand ceux de l'équipe d'après-midi «mangent avec une seringue» pour être à l'heure à l'embauche ! Le patron ? Celui qui peut aller au théâtre ou faire un bridge quand ceux de la nuit suent devant leurs machines dans des ateliers dégueulasses !

Mais comme dit la chanson

«Oui mais, ça branle dans la manche, les mauvais jours finiront et gare à la revanche quand tous les pauvres s'y mettront». Demain, nous construirons sur vos ruines le socialisme, une société dans laquelle nous aurons le pouvoir, tout le pouvoir, une société qui nous permettra de nous épanouir pleinement. Une société, où nous vivrons et où notre travail ne sera plus pour votre profit mais pour le nôtre, à tous. Cette société, elle n'est pas loin, elle pointe à l'horizon de nos luttes quotidiennes. Tremblez, patrons, vous ne ferez pas de vieux os, la colère gronde.

Correspondant Simflex

contre l'ogre Borel

RESTAURANT OCCUPE A STRASBOURG

Depuis dimanche soir, l'Aubette, grand restaurant de prestige donnant sur la place Kléber, la place centrale de Strasbourg, est occupé par son personnel. Jacques Borel veut jeter à la rue les 65 employés du restaurant, pour des «raisons économiques».

«80 MILLIONS DE DEFICIT»

C'est l'aboutissement d'un long pourrissement de la situation (...)

En septembre 75, à la rentrée, les travailleurs apprennent que Jacques Borel est devenu le nouveau maître de l'Aubette. Nouvelle direction, nouvelles mesures contre les travailleurs : suspension «provisoire» de certains avantages comme le 13^e mois, et surtout, le licenciement de la moitié des effectifs. Le personnel refuse !

La direction entame une procédure de licenciement collectif, que l'inspecteur du travail refuse, dans un premier temps. La direction noircit encore un peu le tableau, obtient enfin les licenciements.

Elle avertit les travailleurs qu'à partir du 10 février, ils ne feront plus partie du personnel. Le dimanche 8 au soir, ils décident d'occuper l'entreprise, tant qu'une véritable négociation sur le fond ne sera pas ouverte.

«COUPER LES BRANCHES MORTES»

Depuis, ils occupent. Devant les portes fermées, toute la journée, les passants s'arrêtent pour lire les panneaux qui expliquent la lutte. L'intérieur du restaurant, avec son luxe un peu désuet,

peut se retrouver à la même table, avec le cuisinier ou la fille de salle : chacun discute, donne son point de vue, écoute celui des autres : «Ce n'est pas au personnel de faire les frais de l'appétit de l'ogre Borel» !

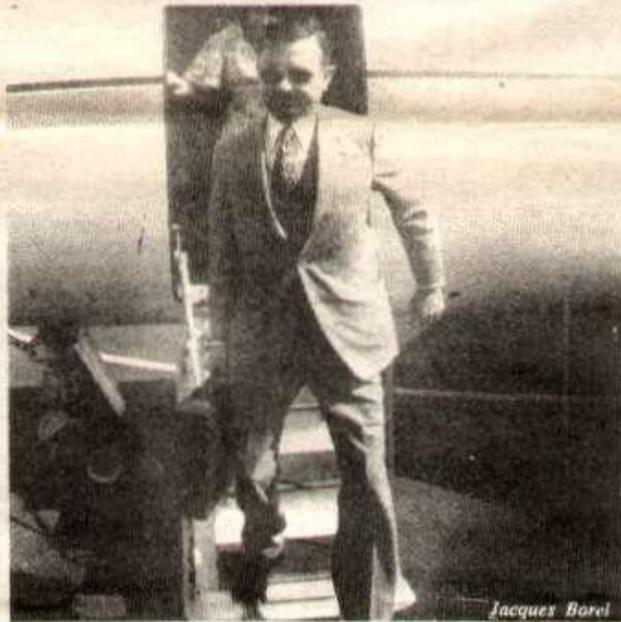
C'est aussi l'occasion de faire le point sur leur métier,

lent leur inculquer les patrons, «le client a toujours raison». «Le système est à revoir. Si un jour nous sommes tous payés au mois, si nous sommes tous sur un pied d'égalité, alors ce sera comme dans une usine. Pour le moment, c'est la division, parce qu'aucun ne gagne la même chose. Il faudrait que ce soit comme dans l'administration : on fait ses 8 heures, et puis terminé. Mais bien sûr, les patrons ont plus d'intérêt à payer au pourcentage. Nous, de toutes façons, on n'a rien à perdre, on est marqué à l'encre rouge sur la place de Strasbourg, nous sommes la seule boîte syndiquée dans le métier. On aura du mal à retrouver du travail».

C'est vrai que les travailleurs de l'Aubette constituent dans la région une sorte d'exception, ils ont déjà mené plusieurs luttes dans le passé, ils ont su instaurer parmi eux un bon esprit de camaraderie et de solidarité. A 65, ils représentent une force.

Jacques Borel vient de déclarer cyniquement à RTL : «Le profit est une vertu, la perte un vice, on doit couper les branches mortes». Le jour n'est pas loin, Monsieur Borel, où ce sont les travailleurs qui couperont les branches pourries !

Corr. Strasbourg



Jacques Borel

ressemble à un grand bateau vide dans lequel vont et viennent les travailleurs qui se relaient pour l'occupation. Un garçon égrène quelques notes au piano. Pour une fois, les rôles sont inversés, on se sert mutuellement, entre copains. Pour une fois, le gar-

çon nous l'explique comme nous : «Une lutte comme la nôtre est importante, car c'est rare dans l'hôtellerie, les travailleurs sont trop dispersés et divisés par la pratique du salaire au pourcentage. Souvent, ils sont aussi paralysés par les idées que veu-

SOMA St Etienne

" ON TIRE LES LECONS DE LA GREVE ... POUR LA PROCHAINE FOIS "

Mardi, après l'affrontement entre les grévistes et les cadres, beaucoup croyaient à un durcissement de la lutte, mais nous avons repris hier...

Après une lutte que nous n'osions pas espérer avant et qui, malgré son échec revendicatif, est un espoir pour nous, les ouvriers de la région.

Déjà l'attitude de la direction de la CGT nous donnait pas mal de soucis quant au respect de nos revendications et de nos aspirations. Pendant la grève, ils ne s'en sont pris qu'aux chefs du personnel, réclamant sa démission, comme s'il était le seul ennemi des travailleurs : pas un mot contre les ce-

adres ! Il faut dire que le permanent, membre du P.C.F., candidat aux cantonales, était le garant de la ligne du 22^e congrès d'«unité des ouvriers et des cadres».

L'UNION DU PEUPLE DE FRANCE À L'OEUVRE

De plus aucun mot d'ordre n'a renforcé la lutte : aucun

dialogue engagé pour convaincre les hésitants, aucune perspective de popularisation et de soutien financier...

Mercredi 11 les portes étaient ouvertes, les responsables CGT, coincés entre la détermination des travailleurs et leur esprit «de responsabilité», avaient choisi d'appeler à la reprise du travail avec, pour tout potage 1 % supplémentaire par rapport à l'indice INSEE. Ils l'ont fait en profitant dans la soirée de mardi d'une réunion de 200 personnes (sur 2 500) où se retrouvaient des chefs, pour moitié. Parmi la centaine d'ouvriers présents, beau-

coup étaient contre cette capitulation, cette trahison de la démocratie ouvrière.

Le meeting qui devait regrouper mercredi toutes les usines du quartier du Marais a été annulé. On voit là toute la démagogie des paroles de Séguéy et Maire qui parlent de préparer un mouvement d'ensemble, mais le sabotent. C'est vrai pour nous cette grève est un échec au plan des revendications, mais nous avons quand même remporté un succès : contre l'ambiance de terreur, le paternalisme du patron (qu'on appelait «le compte de fauves»). Lui qui s'y refusait est

quand même venu à la table de négociations. Il a fallu nos piquets de grève et notre fermeté face au chantage et à la violence des chefs.

PRÉSERVER NOTRE UNITÉ

Bien sûr ce matin beaucoup en avaient gros sur le cœur, en voulaient à ces délégués qui, par leur réformisme, leur incapacité, avaient fait reprendre le travail pour rien, sans nous consulter.

Mais déjà dans les ateliers on tire les leçons de la grève, pour la prochaine ! C'est l'idée d'un large mouvement

de lutte qui a progressé dans les consciences. Dans les ateliers les plus combatifs, on s'organise déjà pour ça. Des réunions ont eu lieu hier matin à l'initiative de travailleurs syndiqués de base, qui ont contraint les délégués à les convoquer, et ce, à chaque fois que des menaces, des avertissements ou des licenciements touchaient l'un d'entre nous. Ce qu'on veut c'est une riposte immédiate à toute répression. C'est empêcher qu'on nous sépare et qu'on brise notre unité formée pendant la grève !

Corr. SOMA (St Etienne)

POLITIQUE

Spéculation monétaire : QUE RESTE-T-IL DES ACCORDS DE RAMBOUILLET ?

En quoi consiste la spéculation

Les spéculateurs sont les détenteurs de capitaux, dont une partie est en monnaie. Lorsque la crise de l'économie anglaise s'accroît, ces détenteurs de capitaux peuvent prévoir une dépréciation de la livre, et vendent alors leurs capitaux en livre, ce qui accroît la dépréciation de cette monnaie. Par contre, lorsque la réévaluation du mark semble probable, ces mêmes détenteurs de capitaux en achètent massivement pour profiter de l'éventualité, et du coup tendent à cette réévaluation en faisant du mark une monnaie rare. Pour endiguer la spéculation, le plus gros détenteur du mark, la Bundesbank, doit donc en mettre beaucoup sur le marché, en achetant une monnaie dont se débarrasse les spéculateurs, le franc, par exemple...

Serpent monétaire et dévaluation

Les monnaies qui font encore partie du serpent monétaire européen ont une légère marge de manœuvre les unes par rapport aux autres (le «serpent» est précisément la fixation de cette marge de manœuvre minimale, qui devait permettre aux monnaies européennes de faire relativement bloc par rapport au dollar. Il est aujourd'hui, un peu troué, puisque ni la livre, ni la lire n'en font partie).

Le franc, qui a été pendant un temps à sa limite maximum, est aujourd'hui dans une position moyenne. Il ne peut donc beaucoup varier, à moins de sortir du serpent. Une dévaluation du franc consisterait en une décision gouvernementale de fixer sa valeur plus bas qu'elle ne l'est aujourd'hui. Cela aurait pour effet de favoriser les exportations, puisque les prix des produits français seraient artificiellement baissés à l'étranger, et d'aggraver la hausse des prix, puisque les prix des produits importés (allemands par exemple, ils sont très nombreux) seraient, eux, augmentés.

SUITE DE LA UNE

Le plus piquant de ce brusque désordre monétaire est qu'il survient trois semaines après la rencontre de la Jamaïque, consacrée aux problèmes monétaires et trois mois après la rencontre au sommet de Rambouillet, toujours sur le même sujet, les relations monétaires internationales devaient en ressortir «assainies»... De fait, rien n'a bien changé, et il n'était pas besoin d'une spéculation sur la hausse du mark pour s'en apercevoir. Ce que l'on appelle pudiquement le «problème» monétaire (c'est à dire la faillite totale du système monétaire international depuis des années) ne tient pas à des raisons d'ordre monétaire mais, bien à des raisons d'ordre politique. Les relations monétaires ne font que sanctionner les rapports de force politique.

La façon dont s'est déroulée cette dernière spéculation en montre quelques éléments : l'Espagne et l'Italie, dont les économies sont faibles dévaluent ou laissent se déprécier leurs monnaies. Le bruit court depuis un certain temps d'une dévaluation du franc, pour donner un «coup de fouet» aux exportations. Fourcadé démentit, mais la spéculation commence. Or,

le franc est étroitement dépendant du mark, pour la raison apparente que ces deux monnaies sont à l'intérieur du «serpent monétaire» européen, surtout parce que les économies française et allemande sont elles-mêmes dépendantes. Dévaluer le franc, cela revient à réévaluer le mark. En attendant que les gouvernements prennent eux-mêmes la décision, les banques centrales allemande et française sont intervenues (achat massif de francs par les deux banques, en échange de dollars pour la banque de France, et de dollars et marks pour la banque allemande).

A noter que selon les accords de Rambouillet, les Etats Unis devaient intervenir eux aussi contre cette spéculation, et qu'ils ne l'ont toujours pas fait, ce qui montre une fois de plus la vanité de ces accords. La raison de fond du désordre monétaire est la profonde crise du système impérialiste. Etats-Unis et impérialismes secondaires européens peuvent de moins en moins en faire payer la note au Tiers-Monde, c'est donc entre eux que la bataille fait rage. Les plus hautes «réunions au sommet» n'y changeront rien !

5 OTAGES DU POUVOIR

«Depuis plus de 50 jours, nous sommes arbitrairement détenus sous le prétexte «d'entreprise de démoralisation de l'armée». Or comme l'ont montré nos avocats, nos dossiers sont vides de toute entreprise de ce type. Nous sommes en fait poursuivis pour délit d'opinion.

Nous sommes gardés comme otages dans une opération de répression de grande envergure contre le mouvement ouvrier et contre le mouvement de soldats pour des droits démocratiques. (...)

Nous risquons un emprisonnement prolongé au mépris de la loi sur la détention provisoire. (...)

C'est pourquoi l'unité d'action de l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier, des forces démocratiques est nécessaire pour exiger :

- notre libération immédiate
- la levée de toutes les inculpations pour «démoralisation de l'armée» et la cessation des poursuites.
- la dissolution de la Cour de Sécurité de l'Etat.
- l'obtention des droits démocratiques à l'armée y compris d'association. (...)

Nous apportons notre soutien à la marche nationale du 15 février. (...)

Nous nous associons à cette marche par une grève de la faim de 24 H, le 15 février, pour obtenir notre libération immédiate.

Gérard Jussiaux
Ali Touati
Jacques Stambouli

Hier matin, cette lettre signée de trois des 5 militants encore emprisonnés a été lue à la Conférence de presse du Comité National pour la Libération des Soldats et Militants Emprisonnés.

Les avocats ont demandé la saisie de la chambre de contrôle de la Cour de Sécurité de l'Etat, mais ils n'ont pas la possibilité de plaider devant cette instance. Avec ce système, la Cour de Sécurité de l'Etat peut maintenir des inculpés plusieurs années en prison, les militants du GARI par exemple sont détenus depuis deux ans.

Jussiaux a déjà fait plus de prison que l'officier qui avait gravement blessé un appelé d'un coup de pied à la rate (deux mois).

La conférence de presse a rappelé les objectifs de la journée de mobilisation de dimanche 15 février pour exiger la levée de toutes les inculpations.

Rassemblement prévu à 10 heures, place de la République à Saint-Denis, siège de la Cour de Sécurité de l'Etat. Défilé jusqu'à la place du 8 mai 45. A 14h30 prise de parole des dirigeants du collectif national.

QUERELLE PS-PC AU CONGRES DE LA FEN

A Grenoble, se tient en ce moment, le congrès de la Fédération de l'Education Nationale. Comme partout, où il y a des voix à se disputer dans les couches moyennes, le parti de Marchais et celui de Mitterrand s'affrontent à l'occasion de cette assemblée. L'enjeu est de taille : gagner les 500 000 adhérents de l'organisation et, au delà, plus d'un million de personnes employées dans l'enseignement.

LA PLACE AU SOLEIL

Les escarmouches ont commencé il y a quelques semaines : la FEN s'est en effet empressée, pour gêner le congrès du PCF, d'accueillir Pliouchtch à son arrivée en France.

Cette fois-ci, la tendance «unité et action» dirigée par le PCF, est repartie à l'assaut de la direction. Bien qu'elle soit parvenue en 67 et 68 à y occuper des positions solides, notamment dans le SNES (secondaire) et le SNESUP (supérieur), elle reste cependant largement minoritaire.

Il faut dire que les responsables sortants, qui sont liés aux «socialistes», depuis qu'ils ont organisé la scission dans le mouvement syndical, s'accrochent aux postes qu'ils occupent. Et ils en

occupent beaucoup : dans la mutuelle où ils se reconvertisent une fois terminés leurs mandats syndicaux, à la MAIF (assurance) où les tarifs pratiqués pour les enseignants sont 2 fois moins élevés qu'ailleurs, dans les centres de vacances, les associations culturelles... etc. En bref, le vrai débat, c'est de savoir qui va contrôler la bureaucratie et s'accaparer les places au soleil dans une organisation où tout procède par copinage, où les indemnités et les avantages de toute nature pleuvent sur ceux qui, au nom du dévouement et de la solidarité entre enseignants se consacrent à cette noble tâche «syndicaliste».

PAPINSKY OUBLIÉ

Pour ce qui est des revendications d'ailleurs, plus soucieux de défendre la hiérarchie que les couches d'enseignants les plus maltraitées, ni les uns ni les autres, à part de grandes déclarations, en début d'année scolaire, n'ont jamais entrepris d'actions significatives contre le licenciement de milliers de maîtres auxiliaires jetés au chômage.

Ni les uns, ni les autres ne se battent aujourd'hui aux côtés de Papinski, professeur révoqué avec leur accord, qui a entrepris la lutte, soutenu par des travailleurs, pour sa



André Henry, président de la FEN

réintégration. A vrai dire, les permanents de la F.E.N., organisation subventionnée par la bourgeoisie, préfèrent passer leur temps dans le couloir des ministères, et des inspections académiques, à discuter des réformes de l'enseignement, de la révision des barèmes d'indice, de la nomination des professeurs...

Ils préfèrent, comme leurs collègues de FO, signer régulièrement les accords salariaux avec le gouvernement, cautionnant ainsi son intransigence vis à vis des autres travailleurs de la fonction publique.

UN SYNDICAT CORPORATIF

A l'issue d'un long débat qui portait particulièrement sur les relations de la FEN et des autres syndicats, le rap-

port de Henry, dirigeant sortant, a été approuvé par 56 % des voix, ce qui montre une nouvelle progression de l'influence du PS à l'intérieur du syndicat.

André Henry, qui s'est vu reprocher, à juste titre, la collaboration avec FO et le gouvernement a rétorqué : «C'est tromper les travailleurs que de les conduire à des grèves qui ne peuvent aboutir». On ne peut mieux illustrer le défaitisme et la passivité de ce syndicalisme enseignant corporatiste.

Dans ce congrès, les enseignants qui veulent réfléchir à la révolte de la jeunesse, à une école servant les intérêts des travailleurs, ne trouveront aucune réponse à leur question.

J.F. - V.

En bref

Agression nazie contre le journal «Libération»

Mardi, vers minuit, un commando d'ordre nouveau, à bord d'une Volkswagen bleu foncé, a lancé des cocktails molotov sur la façade du journal «Libération». La fenêtre du premier étage, en verre spécial, a fondu, mais les fascistes n'ont pas réussi à causer d'autres dégâts. Ces nervis ont, le même soir, revendiqué, dans un communiqué à l'AFP un attentat contre le local de l'Aéroflot, compagnie aérienne soviétique, où ils ont provoqué un début d'incendie. Dans leur communiqué, les agresseurs de ce mouvement dissous théoriquement - mais remplacé par le Parti des forces nouvelles (PFN) - déclarent qu'ils veulent «voir tous les meneurs gauchistes et marxistes déferés devant la Cour de Sécurité de l'Etat». Le Quotidien du Peuple assure Libération de sa solidarité face à ces exactions des nazillons qui bénéficient d'une clémence scandaleuse.

L'affaire Pliouchtch revue et corrigée

La «Literatournaya Gazeta», organe officiel des écrivains soviétiques tente cette semaine d'expliquer la répression dont Pliouchtch a été victime. S'il a été soumis à un traitement, c'est, dit-elle, qu'il était «psychiquement atteint» : dans un pays où règne le social-fascisme, ça se comprend. La revue, qui décidément ne manque pas d'air, espère que «le traitement qu'il a subi a favorisé la guérison». Ainsi, Literatournaya Gazeta donne une excellente confirmation d'un fait odieux qui existe en URSS : les opposants sont des «malades». Une fois bourrés de neuroleptiques, incapables de réagir, ils sont «guéris». Combien de nos camarades ouvriers révolutionnaires sont-ils actuellement «en voie de guérison», la Literatournaya Gazeta ne le précise pas !

LA VIE DU JOURNAL

PARMI VOS LETTRES

PTT Austerlitz

Les postiers après de nombreuses grèves n'ont pas obtenu satisfaction sur leurs revendications essentielles. Au contraire la bourgeoisie et les mousquetaires de Giscard frappent, un plan de démantèlement est en place actuellement. Mais contrairement à ce que peut penser la bourgeoisie, les postiers ne rentrent pas battus, au contraire ! Aujourd'hui, les postiers ont les yeux tournés vers la classe ouvrière et ils attendent... Les postiers ont besoin du soutien du peuple travailleur. La conscience politique des postiers s'est approfondie, leur volonté de liaison politique avec la classe ouvrière s'est affirmée. Les revendications des postiers sont celles des travailleurs. Préparons l'unité à l'offensive ouvrière. Organisons nos luttes. Si hier elles n'ont pas débouché, de nombreuses initiatives des masses en mouvement ont révélé la profondeur de leurs aspirations à autre chose que la voie Giscard ou celle du programme commun. La vigilance des masses par rapport aux revendications, la profondeur de l'aspiration à un mouvement d'ensemble. Nous devons préparer les luttes de la classe ouvrière qui ne vont pas manquer de se développer. Ne plus se contenter de journées d'action bidon, expliquer qu'il est possible de lutter contre la crise, de refuser le chantage de la bourgeoisie, se porter à la tête des luttes. Demandons des comptes aux dirigeants syndicaux. Ce débat doit être mené dans toutes les sections syndicales où nous sommes présents et avec le maximum de travailleurs. J'espère qu'avec l'aide du Quotidien du Peuple, nous mènerons à bien cette longue et dure bataille.

Amicalement.

les notables du PCF à l'école de Sécurex

Les dirigeants de Sécurex et autres officines de contrôle médical patronal n'ont rien inventé. Dans les communes de France, les employés de mairie sont depuis longtemps soumis à un contrôle médical privé de leurs arrêts de travail. A Ste Geneviève des bois par exemple, la mairie est dirigée par le PCF et il est fréquent que les communiaux en arrêt de maladie voient arriver chez eux un médecin privé, envoyé par la mairie pour vérifier si leur état de santé nécessite bien un arrêt de travail. Bien sûr, tout le monde n'est pas contrôlé. C'est le chef du personnel (militant PCF) qui décide quel travailleur est «suspect». Depuis quelques mois, ces contrôles sont de plus en plus nombreux. Cet exemple montre bien la duplicité des notables PCF : en parole, ils condamnent les pratiques de Sécurex, mais dans les faits, ils appliquent les mêmes méthodes contre les travailleurs.

Il serait intéressant que les lecteurs du Quotidien mènent l'enquête dans les villes dirigées par le PCF car les exemples doivent être nombreux et instructifs.

AL

Illustrations

A notre avis, un grand principe à ne pas perdre de vue : un bon dessin ou un bon schéma valent mille fois mieux que de longs discours. Bien fait, un dessin est plus explicite et il reste dans la mémoire.

Pour les photos, veiller aux légendes. Là aussi une légende bien choisie et avec un peu d'humour polémique a beaucoup plus d'impact que des phrases qu'on ne lit pas ou vite.

Pour les photos, peut-être faudrait-il solliciter les lecteurs plus fermement car les occasions ne manquent pas de prendre une photo qui en dit long. De plus, toutes les photos reçues pourraient constituer un fond d'archives utilisables à tout moment pour illustrer sans frais tel ou tel article. Serait-il possible d'envoyer aux lecteurs qu'en feraient la demande une carte qui les «officialiserait» comme photographes du journal (comme la carte de correspondant). Car ici un lecteur s'est fait violemment agresser devant une usine par les journalistes bourgeois alors qu'il voulait faire des photos ! Leur argument : vous n'avez pas de carte de journaliste !!!

L'enfant d'un fait divers

*Il faut combien d'amour pour que naisse un enfant ?
Et combien de profit pour qu'il meurt de misère ?
Les journaux en parlaient, sans éclat, ce matin :
Un enfant, aujourd'hui et en France, mort de faim.
Bourgeois, ventres pleins, bien pensant
Je vous hais aussi fort que la douleur de celle
Qui a senti mourir dans ces mains de chômeuse
Tout ce qui venait d'elle.*

Paul Dautun

DEVENEZ CORRESPONDANT DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

TÉLÉPHONEZ AU QUOTIDIEN DU PEUPLE
208 65 61 Paris 8 H 30 à 13 H

Le Quotidien du Peuple - publication du PCR (ml)
Adresse postale : BP 225 - 75 924 Paris Cedex 19
CCP N° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication Y. Chevet
Imprimé par IPCC - distribué par NMPP
Commission paritaire : 56 942

LE PARIS DES OUVRIERS

Samedi et dimanche dans le métro. On entend parler toutes les langues avec le français. Les touristes sont éberlués. Il y a les Marocains, les Espagnols, les Portugais, les Grecs, les Turcs, les Yougoslaves, les Italiens ou les Vietnamiens et les Africains. Tous ces voyageurs sont des prolétaires. Ces hommes et ces femmes sont des immigrés.

Mais, où sont les Parisiens ? Seuls, quelques-uns s'accrochent à leur ville, car les bourgeois, depuis 30 ans, s'ingénient à vider Paris des ouvriers. Par la pratique des spéculations sur les logements, ils ont vidé Paris de ses forces vives : les ouvriers sont partis en banlieue. Les immigrés les ont remplacés dans les vieux taudis avant qu'ils soient démolis par les promoteurs qui en feront des appartements de grand standing - tellement ils sont chers.

Paris, c'est cela le dimanche. Tous ces immigrés ébahis qui voient notre ville et savent que c'est ici que pour la première fois l'Internationale a été chantée. Où pour la première fois les prolétaires ont pris le pouvoir pendant 70 jours. Paris où se sont formés de nombreux révolutionnaires d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique.

La force de Paris, c'est cela même. Lorsqu'un immigré vient à Paris, il devient un Parisien rapidement et ses enfants deviennent des révolutionnaires. Les Bourgeois essayent de lutter contre cet esprit de Paris et lui opposent le «Tout Paris» des bourgeois. Mais les dimanches, Paris c'est le Paris des ouvriers qui arrivent des banlieues pour aller au cinéma ou au bal. C'est le Paris populaire où les ouvriers français et les ouvriers immigrés se retrouvent.

Les ouvriers n'ont pas de patrie. Leur patrie, c'est où ils ont trouvé du travail. Les bourgeois voudraient bien revenir en arrière et dire «la France aux Français» et autre connerie de réactionnaire mais ils ne pourront pas diviser les ouvriers avec le racisme et le chauvinisme. Paris a toujours été un creuset pour les révolutionnaires, malgré les bourgeois qui depuis les Versaillais s'ingénient à vouloir écraser les prolétaires de Paris.

Mais l'internationalisme prolétarien tel que l'ont rêvé les communards en 1871, est toujours là. La Commune n'est pas morte. Les ouvriers parisiens, les fils des immigrés, les anciens et les nouveaux parisiens marcheront ensemble vers le socialisme et le communisme. C'est à cela que je médite en regardant cette nouvelle jeunesse dans le métro ce samedi soir.



TÉMOIGNAGE

J'AI VECU EN ESPAGNE

Je suis espagnol. Je suis venu en France en 1968, car j'étais sans travail, donc sans ressources.

En Espagne, j'ai travaillé dans une usine de montage à Pampelune. Je travaillais à la pièce, et en cas d'accident technique, il fallait travailler sans être payé, jusqu'à ce qu'on ait recouvré le prix des réparations. Je fus renvoyé de l'usine pour avoir seul refusé ce chantage.

Ensuite, j'ai cherché du travail à Bilbao. Ne trouvant rien, je suis allé travailler dans une carrière près de Peon. Là, tout appartenait à la même entreprise. Je sortais 15 à 17 mètres de sable par jour, payé 90 pesetas le mètre. Je gagnais tout juste de quoi payer le loyer et le pain. Et, le patron, lui, s'enrichissait. De plus, la paie arrivait toujours en retard. Avec les autres ouvriers, on a alors décidé de faire grève, bien que le droit de grève n'existe pas. Le patron est venu avec deux policiers. Les autres ouvriers ont eu peur et sont repartis au travail. Ils avaient peur d'être mis dehors et de se retrouver sans ressources pour nourrir leur famille. Je me suis alors disputé avec le responsable de l'entreprise et je suis parti de la carrière. Puis je quittai l'Espagne.

Actuellement, comme je continue de l'apprendre par ma famille restée là-bas, rien n'a changé par rapport au régime de Franco.

Si l'Espagne était plus libre, si, comme en France, on pouvait parler librement, j'y retournerais. Pas maintenant. Voilà, je voulais ajouter mon témoignage à ceux

fournis par le Quotidien du Peuple, et ses lecteurs depuis des semaines. Je vous félicite pour votre journal.

Un lecteur de Valenciennes

COMMUNIQUÉS

COMITE DE SOUTIEN DU 14^e
organise la projection du film R.A.S. au profit des militants et soldats emprisonnés
vendredi 13 février à 20 H.
32 rue Olivier Noyer
Métro Pernety

ANTIFASCISTES ET DÉMOCRATES DE FRANCE
TRAVAILLEURS, ÉTUDIANTS...

Tous au meeting organisé par le FRAP et le CUSPE pour célébrer le 40^e anniversaire du Front Populaire !

VENDREDI 13 FÉVRIER 20 H à la MUTUALITÉ

RENNES

Vendredi 13 février, à 20 h 30 - Centre Social de Maurepas,
Square Saint-Exupéry (près des Galeries de Maurepas)

RÉUNION-DÉBAT

à l'appel du Parti Communiste Révolutionnaire (ml)

La bourgeoisie réprime nos luttes, inculpe et emprisonne des soldats et des syndicalistes, les droits de grève et de manifestation sont menacés...

DÉFENDONS LES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES !

BLOC-NOTES

UN GESTE SIMPLE QUI PEUT SAUVER DES VIES

Chaque année, des centaines de personnes perdent la vie de façon stupide : parce qu'elles ont avalé de travers et qu'elles se sont étouffées.

Cet accident touche surtout les enfants, qui mettent dans leur bouche des objets divers, mais aussi des adultes. Il est dû à ce que l'on appelle une «fausse route». Au fond de la gorge, deux tuyaux prennent naissance, l'un descend dans l'estomac, l'autre conduit aux poumons. Entre les deux, existe un clapet qui ferme un conduit lorsque l'autre est en service. C'est grâce à ce mécanisme que lorsque l'on mange, entre deux bouchées, on peut respirer.

La fausse route veut donc dire que quelque chose, que l'on voulait avaler, a pris le mauvais chemin et est venu se coincer dans la trachée, qui mène aux poumons. Si ce quelque chose est gros, les conséquences sont graves, puisque la respiration est bloquée.

On connaît maintenant une méthode très efficace pour éviter l'étouffement. Il ne sert à rien de taper dans le dos, il est dangereux d'essayer de retirer ce qui est coincé dans la gorge. Ce qu'il faut faire consiste à se mettre derrière la personne qui étouffe, à croiser les bras autour de son corps pour que les deux poings se superposent dans le creux de l'estomac. Alors, on serre très fort, vers le

Les deux poings l'un sur l'autre, dans le creux de l'estomac, sous les côtes, serrent très fort en remontant vers le haut...



haut. Cette pression comprime fortement la poitrine et l'air pour s'échapper expulse l'objet coincé dans la gorge.

On peut pratiquer la méthode sur soi-même, en superposant ses deux poings sur le creux de l'estomac et en prenant appui sur une table ou un meuble pour exercer une violente pression.

Bien connaître cette technique, c'est permettre d'éviter les conséquences mortelles d'un accident stupide.

"MAMMA ROMA" de Pasolini

Ce film, Pasolini l'a réalisé en 1962. Et il se produisit alors tout un remous de scandale et de répression policière au Festival de Venise où il devait être présenté.

Quelle était donc sa charge subversive ? En plein apothéoses de la Démocratie Chrétienne, oser donner le rôle principal, celui d'une mère exemplaire, à une prostituée, quel sacrilège !

Autre sacrilège - au moins d'aussi fort calibre - insister très lourdement (dans un mouvement de caméra appuyé et répété à trois reprises) sur la mort en forme de crucifixion d'un petit délinquant de banlieue. D'ailleurs, dès les premières images, le film ne commence-t-il point par tourner en complète dérision une autre institution sacro-sainte, le mariage ? Nous assistons à un repas de noce où quelques pourceaux viennent pousser jusque sous les pieds de l'épousée leur groin curieux. Et Mamma Roma la prostituée, c'est la Magnani splendide de vitalité populaire, chante dans un grand rire insolent, sa joie d'échapper aux chaînes du mariage.

Ce scandale se borne toutefois à malmenier la bonne conscience chrétienne et bourgeoise. Il ne va pas au-delà, il ne va pas jusqu'à remettre en cause les fondements même de la société bourgeoise.

En effet, l'univers que Pa-

solini explore, ce n'est nullement la classe ouvrière mais uniquement celui des sous-prolétaires qui apparaît alors comme l'envers sordide de cette «société en plein essor» à laquelle voulait faire croire le pouvoir en place. C'est ici l'Italie du chômage, des jeunes désœuvrés, amenés à commettre des larcins aussi odieux que dérisoires ; avec au bout, de cette route sans joie, la prison ; à moins que ce ne soit l'asile d'aliénés où l'on jette comme dans une oubliette les récalcitrants, les gêneurs.

Et cette façon de se coin-

cer dans le désespoir amènera Pasolini à écarter des personnages porteurs de vitalité, de chaleur humaine pour se concentrer sur la description des faits et gestes de ces voyous de banlieue, et cela dans une optique de plus en plus esthétisante comme l'on peut s'en rendre compte dans «Ostra», l'un de ses derniers films.

Paule SACONNET



La présence de la Magnani au jeu si chaleureux rattache encore, mais artificiellement, le film au néoréalisme de l'après-guerre en lui donnant une sorte d'authenticité populaire. Mais, à y voir de plus près, la Magnani n'incarne plus ces femmes du peuple pleines de fougue et de courage (comme dans «Rome, ville ouverte») ; elle n'est plus qu'une mère possessive ré-

celle dans le désespoir amènera Pasolini à écarter des personnages porteurs de vitalité, de chaleur humaine pour se concentrer sur la description des faits et gestes de ces voyous de banlieue, et cela dans une optique de plus en plus esthétisante comme l'on peut s'en rendre compte dans «Ostra», l'un de ses derniers films.

Paule SACONNET

CINÉMA

TELEVISION

Programme

JEUDI 12 FÉVRIER

- TF 1**
- 19 h 20 - Actualités régionales
 - 19 h 40 - Une minute pour les femmes
 - 19 h 45 - Alors raconte
 - 20 h 00 - JOURNAL
 - 20 h 30 - Baretta : série américaine
 - 21 h 20 - Jeux olympiques
 - 21 h 35 - L'événement
 - 22 h 35 - Aïlons au cinéma
 - 23 h 10 - JOURNAL et fin

- A 2**
- 19 h 20 - Actualités régionales
 - 19 h 45 - Y'a un truc
 - 20 h 00 - JOURNAL
 - 20 h 30 - Jeux interdits film
 - 21 h 50 - Juke-box : Zappa
 - 23 h 00 - JOURNAL et fin

- FR 3**
- 19 h 20 - Actualités régionales
 - 19 h 40 - Tribune libre
 - 19 h 55 - flash JOURNAL
 - 20 h 00 - Altitude 10 000
 - 20 h 30 - un film, un auteur Alfred le grand vainqueur des vikings
 - 22 h 25 - JOURNAL et fin

feuilleton ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RÉSUMÉ :

Pendant les années qui suivent la fondation de la République en Chine (1912) Mao est étudiant à l'École Normale du Hounan. Influencé par des conceptions idéalistes, il est en même temps franchement antimilitariste et antiimpérialiste. Il vient d'expliquer à E. Snow comment il a participé à la création d'une association organisant la jeunesse avancée.

17ème ÉPISODE :
PRÉLUDE A LA RÉVOLUTION

RESTER EN CHINE

«La dernière année que j'étais à l'école, ma mère mourut, et plus que jamais je perdais le goût de retourner à la maison. Je décidai, cet été-là d'aller à Pékin. Beaucoup d'étudiants du Hounan projetaient d'aller en France pour y étudier en vertu du plan «travail et étude combinés», grâce auquel la France recruta des jeunes Chinois au service de sa cause pendant la guerre mondiale. Avant de quitter la Chine, ces étudiants se proposaient d'étudier le français à Pékin. J'aidai à organiser le mouvement, et parmi les groupes qui partirent se trouvaient beaucoup d'étudiants de l'École normale du Hounan, dont la plupart devaient acquérir une célébrité de personnalités d'avant-garde. (...)

J'accompagnai quelques-uns des étudiants hounanais à Pékin. Cependant, bien que j'eusse apporté mon aide au mouvement et qu'il eût le soutien de la Hsin-min-hsue-hoei (?), je ne voulais pas aller en Europe. Je trouvais que je ne savais pas assez de mon propre pays et que je pouvais utiliser le temps d'une manière plus profitable en Chine.

LA VIE A PÉKIN

Mao a trouvé un emploi de bibliothécaire-adjoint de l'Université.

«Mes conditions d'existence à Pékin étaient déplorables, et par contraste la beauté de la vieille capitale offrait une compensation éclatante et vivante. J'habitais, dans une ruelle appelée «Puits aux trois yeux» (San-yen-king), une chambrette occupée par sept autres personnes. Lorsque nous étions tous solidement entassés sur le K'ang (2), il y avait à peine assez de place pour nous laisser respirer. Si je voulais la nuit me retourner, il me fallait d'abord prévenir mes voisins de droite et de gauche. Mais dans les parcs et les jardins du vieux palais je vis le précoce printemps septentrional, je vis fleurir le prunus blanc tandis que la glace tenait encore solidement sur la «mer du nord» (Pei-hai) (3). Je vis les saules penchés sur le Pei-hai avec des glaçons suspendus à leurs rameaux et me rappelai la description de ce spectacle par le poète Tchen Tchang des T'ang disant des arbres endiamantés par l'hiver au Pei-hai qu'ils «avaient l'air de dix milles pêcheurs en fleur». Les innombrables arbres de Pékin provoquèrent mon émerveillement.

MUTATION POLITIQUE

Revenu dans sa province natale, Mao lutte, au sein de l'aile gauche de son association pour un «programme de changement sociaux, économiques et politiques de grande envergure».

«Je me rappelle un épisode qui se déroula en 1920, alors que la Hsin-min-hsue-hoei avait organi-

sé une démonstration pour célébrer le troisième anniversaire de la Révolution d'Octobre. Elle fut interdite par la police. Quelques démonstrateurs essayèrent d'arborer le drapeau rouge à cette réunion, mais en furent empêchés par la police. Ils eurent beau faire remarquer que selon l'article 12 de la Constitution alors en vigueur les citoyens avaient le droit de réunion, d'organisation et de parole, les policiers ne se laissèrent pas impressionner. Ils répliquèrent qu'ils n'étaient pas là pour qu'on leur enseigne la Constitution mais pour exécuter les ordres du gouverneur Tchao Heng-t'i.

A partir de ce moment, je fus de plus en plus persuadé que seul le pouvoir politique des masses s'appuyant sur l'action de masse pouvait garantir la réalisation de réformes dynamiques.

Dans l'hiver de 1920, j'organisai pour la première fois des ouvriers sur le plan politique, me laissant guider dans cette tâche par les théories marxistes et l'histoire de la Révolution russe. Durant mon deuxième séjour à Pékin, j'avais beaucoup lu au sujet des événements de Russie et avais avidement recherché le peu de littérature communiste accessible en Chine. (...)

Au cours de l'été de 1920, j'étais devenu, en théorie et dans une certaine mesure en action, un marxiste, et à partir de ce jour je me considérai comme un marxiste. La même année j'épousai Yang K'ai-hoei (4).

(à suivre)

(1) Assoc. culturelle du peuple éclairé.
(2) Plate-forme de maçonnerie servant de lit.
(3) Le Pei-hai et les autres «mers» sont des lacs artificiels dans l'ancienne Cité interdite.
(4) Première femme de Mao Tsé-Toung, assassinée par le Kuomintang en 1930.

INTERNATIONAL

Djibouti: DES DIZAINES DE MILLIERS DE MANIFESTANTS

Gouled (président de la LPAI)
«IL FAUT OUVRIR LE DIALOGUE»

C'est 70 à 80 000 personnes, selon Hassan Gouled, président de la LPAI, qui ont manifesté hier après-midi dans tous les quartiers populaires de Djibouti, l'avenue Gamal Abdel Nasser étant occupée et bouclée par les forces françaises de la légion et de la gendarmerie.

Les manifestants, avec nombre de jeunes, de femmes et d'enfants, se sont rassemblés bien avant l'heure de la manifestation dans les ruelles qui mènent à l'avenue Nasser, et dans tous les quartiers de la ville qui étaient constamment survolés par des hélicoptères de l'armée.

Les manifestants réclamaient «A bas le régime fantoche de Aref, le retrait des troupes françaises, la libération des prisonniers politiques, la suppression du bouclage, la suppression des arrestations et expulsions».

Hier matin, nous avons eu un entretien par téléphone avec Hassan Gouled, président de la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance.

La vie quotidienne à Djibouti.



QdP : Comment la population se prépare-t-elle à manifester ?

— Hassan Gouled : L'autorisation que nous avons demandée pour une manifestation pacifique a été refusée. La population est très nerveuse. L'endroit que nous avons prévu pour la manifestation sera occupé par les forces de l'autorité française. Nous disons : on va faire une manifestation pacifique et le gouvernement français l'interdit. Pour le résultat, on verra à 17 ou 18 H. La population est mobilisée pour cette manifestation.

QdP : Pourquoi avez-vous maintenu la manifestation ?

— H. G. : Puisque la place est interdite, nous allons voir si les forces de l'autorité française occupent tous les emplacements. A ce moment-là nous considérerons que la troupe française est venue dans le territoire pour nous emprisonner et encercler la ville et, ce n'est pas pour défendre le pays contre une

convoitise étrangère. Le territoire est en otage ; il y a depuis une semaine 10 000 hommes de troupe. Il n'y a pas de calme et tout le monde se demande comment cela va finir.

QdP : Quelle est la signification des déclarations du gouvernement français faisant état d'un dialogue nécessaire entre la LPAI et Ali Aref ?

H. G. : Stirn soutient inconditionnellement les institutions locales de Ali Aref. Pour nous, la négociation avec Ali Aref est exclue.

Par contre, la déclaration de M. Messmer est satisfaisante car, il faut ouvrir le dialogue pour trouver un avant-projet viable pour les populations, et la LPAI prendra ses responsabilités. M. Messmer a un objectif plus avancé pour le dialogue entre la France et la LPAI pour trouver une solution pour la viabilité de l'indépendance.

Le quotidien du peuple

En bref

Contre les tentatives de Hussein

Le Comité exécutif de l'Organisation de la Palestine, s'est réuni le 7 février, sous la présidence de Yasser Arafat. Au cours de cette réunion, les tentatives de Hussein de Jordanie pour rassembler des parlementaires qui représenteraient la Cisjordanie au Parlement jordanien ont été condamnées. Lors de la réunion Arafat a déclaré :

«On doit discuter du danger de la manœuvre jordanienne, et des mesures à prendre quant à ces dernières manœuvres du roi de Jordanie qui viole les résolutions du Sommet de Rabat, ce sommet a reconnu que le Peuple Palestinien a un seul représentant légitime reconnu internationalement qui est l'OLP, il a ajouté que la formation de ce «Conseil

La réunion s'est conclue par l'affirmation :

«Cette manœuvre est liée au projet américano-israélien pour redonner un rôle à la Jordanie au dépend du peuple palestinien, de son droit et de sa cause». (traduction non officielle).

Ainsi l'OLP a réaffirmé qu'elle s'oppose à tout démantèlement de la Palestine. Elle refuse la création de toute organisation fantoche chapeauté par les régimes réactionnaires de la région, qui usurperait la représentation du peuple palestinien, dans le but d'éliminer l'OLP.

Les commissions de la Conférence Nord-Sud se réunissent

Hier les commissions de la conférence Nord-Sud ont tenu leur première réunion. Lors de la réunion des vice-présidents de commissions le 26 janvier dernier, les pays du Tiers Monde avaient obtenu que les cinq commissions se réunissent simultanément cinq fois afin d'empêcher que les Etats-Unis ne fassent s'enliser les débats des trois commissions autres que celle sur l'énergie. Ce n'était qu'une mesure conservatoire : les Etats-Unis ont réussi à empêcher que les attributions des commissions soient clairement définies.

Ainsi, dans les commissions va se poursuivre dans le détail, au niveau de propositions très précises, l'affrontement qui oppose les pays du Tiers Monde aux pays impérialistes ; dont l'issue dépend du renforcement de l'unité des pays du Tiers Monde.

Angola : deux nouveaux pays africains reconnaissent la République Populaire d'Angola

Le Togo et l'Ouganda ont décidé de reconnaître la république populaire d'Angola proclamée par le MPLA. Cela porte à 27 le nombre de pays africains qui ont reconnu le MPLA. Selon le président en exercice de l'Organisation de l'Unité Africaine cela devrait permettre au gouvernement de Luanda de devenir le quarante-septième membre de l'OUA.

Sur le terrain, le MPLA a annoncé avoir occupé trois nouvelles villes dans le sud, Benguela, Lobito et Catambela. Ainsi, il contrôlerait d'une part une grande partie de la côte, d'autre part l'essentiel de la voie ferrée de Benguela, la principale du pays, par laquelle étaient notamment évacués le cuivre de Zambie et du Zaïre.

Pendant ce temps 44 mercenaires britanniques qui combattaient aux côtés du FNLA ont rejoint Londres. Plusieurs de leurs pareils avaient été exécutés par un colonel grec dans des circonstances très mal définies, certains témoignages disant qu'ils avaient refusé de combattre d'autres qu'ils avaient protesté «contre les mauvaises conditions de travail».

Manifestations à Jérusalem

D'importantes manifestations ont eu lieu dimanche dernier à Jérusalem contre les mesures de «judaisation» de la ville. La police a tiré sur les manifestants. Plusieurs d'entre eux ont été blessés. Les lycéens de la ville ont également manifesté à la suite de provocations de membres du Betar. Après avoir parcouru les rues de la ville en demandant aux commerçants de fermer boutique, ils se sont heurtés aux forces de l'ordre.

Par ailleurs, deux voitures israéliennes ont été détruites dans un quartier d'El Qods (Jérusalem), tandis que deux autres véhicules ont été attaqués lundi matin en Cisjordanie, l'un a été incendié tandis que l'autre a essuyé des coups de feu.

LOCKHEED: DE PLUS EN PLUS DE GOUVERNEMENTS IMPLIQUES

«Nous n'avons reçu aucun pot de vin, nous n'avons pas même eu droit à un stylo bille», affirme le ministre danois de la défense. Tout le monde n'a pas été aussi défavorisé. Avant-hier le Mexique venait s'ajouter à la liste, déjà longue, des pays dans lesquels des pots de vin avaient été versés. Le cas du Danemark n'a pas encore été examiné ! Tandis que la commission sénatoriale américaine poursuivait ses révélations, le bureau de comptabilité générale du Congrès faisait savoir que Lockheed ne serait sans doute pas en mesure de rembourser les emprunts fédéraux qui lui avaient été faits en 1971 pour éviter la faillite.

Selon le porte-parole du président américain, Ford aurait eu l'intention de créer un Comité de sur-

veillance sur les activités des compagnies américaines à l'étranger. De qui se moque Ford ? A l'occasion des révélations sur les pots de vin en Turquie, on apprenait que les F 104 avaient été livrés dans ce pays malgré l'embargo : le responsable de Lockheed affirme avoir reçu le complet assentiment du département d'Etat. Est-ce que Kissinger pourra le démentir ?

Enfin, le ministre de la défense iranien a mis en cause une autre compagnie aéronautique US, Grumman, pour avoir versé 28 millions de dollars à des intermédiaires, alors que le gouvernement américain avait passé un accord avec l'Iran pour que les ventes se fassent sans intermédiaire, pour que les sommes reviennent directement aux responsables iraniens.

Des pays dans le monde entier, des sommes dont le montant augmente chaque jour ! Ce n'est pas une exception mais une pratique systématique et ce n'est là que le sommet de l'iceberg. Ni la commission du Sénat américain, ni les gouvernements ne permettront d'en avoir une vue complète. C'est tout l'ensemble des gouvernements capitalistes et impérialistes qui reposent sur la corruption. Que ces révélations soient faites précisément aux Etats Unis est une indication de la crise qui secoue la puissance américaine dont le pouvoir de corruption était un des piliers. La préparation des élections américaines passe par ces scandales. Elles sont largement déterminées par les différents groupes de pression que représentent les différents groupes industriels. C'est pourquoi Ford a décidé de se désolidariser des marchands d'avions qui avaient été largement impliqués dans la détermination de la politique américaine dans les dix dernières années.

Grégoire CARRAT

I - MONTANT TOTAL DES POTS DE VIN REVELES (ENVIRON DEPUIS 58)

200 millions de dollars (à peu près 1 milliard de francs) dont, 22 millions de dollars (à peu près 110 millions de F.) à des officiels au Japon, aux Pays-Bas, et en Italie.

II - VERSEMENTS REVELES

JAPON : 12,8 millions de dollars (à peu près 64 millions de francs) dont, 7 millions de dollars à Kodoma (à peu près 35 millions de francs) 2 millions de dollars versés à des membres du gouvernement à la demande de la firme Morabeni (à peu près 10 millions de francs)

PAYS-BAS : 1,1 million de dollars (à peu près 5 millions de francs) à une «très haute personnalité» du gouvernement.

ITALIE : 2 millions de dollars (environ 10 millions de francs) à deux ministres de la défense et un parti politique (Luigi Gui) dont, 1,5 million de dollars en 1970 (à peu près 7 millions de francs) au parti du ministre de la défense. Et, 78.000 dollars à un autre ministre de la défense (à peu près 390.000 F).

R. F. A. : 8.000 dollars à partager entre 2 partis (à peu près 40.000 F). 10 millions de dollars versés à la CJV (50 millions de francs) dont le versement a été supervisé par Strauss de 1961 à 1964. «Une enveloppe» au général Rall.

TURQUIE : 876.000 dollars à un conseiller turc, et un ancien premier ministre (à peu près 4 millions de francs).

MEXIQUE : 112.000 dollars (560.000 francs). L'ensemble des sommes n'est pas encore révélé.

COLOMBIE : 3% du total des ventes versées aux généraux entre 1968 et 1972.

HONG KONG : 80.000 dollars à un responsable de compagnie aérienne. Autres sommes non précisées.

SUEDE : Sommes non encore révélées à une «haute personnalité militaire».

ESPIONNAGE INDUSTRIEL : 10.000 dollars à Londres par intermédiaire C.I.A. 25.000 dollars aux Pays-Bas 265.000 dollars sur comptes en Suisse pour connaître les projets d'achat d'Air France, Lufthansa, Alitalia, S.A.S., etc.

le 10 février 1976